

# Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale : le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2016)**

Heft 2113

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023377>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

nouveau ministre des finances  
ne confonde pas l'intérêt à

court terme des banquiers et la  
pérennité d'un système

bancaire au service de  
l'économie nationale?

## Politique de sécurité: qualité suisse, opacité fédérale

Le rapport mis en consultation par le Conseil fédéral est bien plus intéressant qu'il n'en a l'air

Jacques Guyaz - 17 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28952>

Le Conseil fédéral a mis en consultation un nouveau [Rapport sur la politique de sécurité](#).

Qui trop embrasse mal étreint. Le rôle de l'[OSCE](#) que la Suisse a présidé en 2014; la participation de notre armée à la [KFOR](#), seule et unique occasion pour nos militaires professionnels de coopérer sur le terrain avec des armées étrangères; l'impact du réchauffement climatique sur les inondations; la criminalité et les mafias; les migrants; les risques sur l'approvisionnement en énergie: tout figure dans ce rapport, aucune hiérarchie ne se dessine vraiment. Il est même question de la candidature de la Suisse comme membre non permanent du Conseil de sécurité pour 2023-2024.

Tous les poissons sont noyés. Pourtant, dans ce brouet plutôt indigeste, des éléments fort intéressants surnagent ici et là qui auraient mérité à eux seuls un rapport séparé.

Ainsi ce document met fortement l'accent sur l'utilisation des satellites

comme moyens de communication – que la Suisse ne maîtrise pas –, sur les outils de reconnaissance, caméras et capteurs embarqués sur satellites ou avions, sur les armes de haute précision tirées ou non par des drones immédiatement après un recueil d'informations.

Notons des considérations très intéressantes sur les nouvelles barrières en Europe et le développement actuel de l'armée russe, qui correspondent exactement à ce que la guerre en Syrie nous apprend tous les jours: un renforcement très important de l'aviation depuis la présidence Poutine et un certain retard dans les moyens au sol.

Quelle importance pour la Suisse, direz-vous? Nous n'allons pas faire la guerre dans le désert contre Daech.

En fait, ce qui apparaît en filigrane, de manière presque souterraine dans ce rapport, c'est la nécessité de la collaboration dans des domaines où la Suisse ne peut être présente et où le recueil d'informations est essentiel. Dans le cas d'une prise

d'otages dans le Sahel, par exemple, comme nous la subissons en ce moment.

Une telle vision s'oppose frontalement au repli de nos instruments d'informations et donc de défense sur le sol national. Ce n'est sans doute pas un hasard si le rôle de la KFOR est mis en exergue dans le rapport.

Nous avons le sentiment en lisant ce document qu'il est assez éloigné de l'idéologie du parti de nos ministres de la défense successifs. Nous nous sommes d'ailleurs délectés d'une phrase figurant à la page 12: *«L'augmentation des mouvements migratoires ne constitue pas en soi une menace pour la Suisse en termes de sécurité.»* Nous nous réjouissons par avance du résultat de la procédure de consultation et de la demande du maintien ou non de cette assertion.

Le rapport consacre des pages importantes aux risques de cyberattaques et à un point dont on parle peu, celui du développement de capacités de résilience, autrement dit de retour à la situation antérieure

et de redondance en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement, surtout dans le domaine énergétique. Notre réseau électrique et son interconnexion avec l'Europe font partie des intérêts vitaux de la Suisse, mais parions que cet aspect du rapport sera peu mis en avant par les parlementaires de l'UDC, parti de Guy Parmelin, le chef du

département de la défense, de la protection de la population et du sport.

Ce document contient nombre de considérations passionnantes et pertinentes, mais il réussit l'exploit d'être à la fois plat - tout est ramené au même niveau - et boursoufflé - on y parle absolument de tout.

Pourtant sur la base de ce texte, pour peu que le Conseil fédéral en ait le souhait, que le Parlement s'y intéresse vraiment, et que la gauche ne laisse pas à la droite un monopole sur les questions de défense, une vraie politique moderne de sécurité pourrait être élaborée. On peut toujours rêver.

## «Fairtrade», une trappe qui maintient les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières

Les paradoxes d'une action conçue pour favoriser les producteurs du tiers-monde

---

Charlotte Robert - 19 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28970>

Dans son édition du 21 décembre dernier, [La Liberté](#) présente les producteurs de cacao au Ghana.

Elle décrit l'encadrement qu'ils reçoivent de [Coop](#) et [Max Havelaar](#) et indique le prix qu'ils touchent: «*Les transformateurs empochent 35% du prix final, le commerce de détail 44,2% et les producteurs [de cacao]... 6,6%*». L'article ne dit pas si les intermédiaires qui achètent le cacao aux paysans et l'exportent encaissent les 14,2% restant.

Le paiement octroyé grâce au label Max Havelaar aux membres d'une des coopératives décrites s'élève à cinq millions de francs pour 100'000 membres, soit un franc

par semaine et par travailleur.

Certes, pour un paysan à peine au-dessus du seuil de pauvreté - un ou deux dollars par jour selon les définitions -, un franc par semaine est toujours bon à prendre. Mais quand on voit les exigences techniques et d'organisation imposées, on se demande pourquoi les producteurs ne cherchent pas à produire une moins bonne qualité, mais en plus grande quantité. Et on ne s'étonne pas que ses enfants participent aux travaux de la ferme.

Juste avant Noël, j'ai voulu acheter du chocolat *fairtrade* aux [Magasins du monde](#). J'ai constaté qu'il était *Made in Switzerland*. Or il y a des centaines sinon des milliers de producteurs de chocolat - pas

seulement de cacao - dans les pays en développement. Et certains produisent des chocolats de première qualité, selon l'organisme [The Chocolate Garage](#) de Palo Alto.

Pourquoi n'en trouve-t-on pas en Suisse? Pourquoi Coop ou les Magasins du monde ou d'autres commerces désireux de contribuer au développement du tiers-monde n'achètent-ils pas leurs chocolats directement aux entreprises productrices? On me répondra que ces dernières ne peuvent pas assurer des livraisons régulières et en quantité suffisante. Mais en proposant leurs produits, les distributeurs contribueraient au développement de ces petites entreprises.